

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

NOUVEAU STATUT POUR LES MUTUELLES SOCIALES

Une nationalisation qui ne dit pas son nom

Le Conseil des ministres a examiné le mardi 30 décembre 2013, entre autres textes de lois, un projet de loi relative aux mutuelles sociales qui augure d'une nouvelle organisation du fonctionnement et de la gestion de ces structures. Nous lançons un appel aux lecteurs du «Soir Retraite» à l'effet de nous envoyer, pour publication, leurs commentaires et leurs propositions.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, «ce projet de loi relative aux mutuelles sociales s'inscrit dans le cadre du parachèvement de l'architecture globale du système national de sécurité sociale. Il institue, au titre des prestations facultatives des mutuelles, des retraites complémentaires financées par les cotisations des adhérents. L'introduction de ce nouveau dispositif induisait la précision du statut des mutuelles qui deviennent des personnes morales ainsi que l'élargissement de leur champ d'intervention à travers des prestations individuelles du régime général, supplémentaires à celles servies par la sécurité sociale. «De statut d'association régie par deux textes de lois (ceux relatifs aux associations et aux mutuelles), la mutuelle sociale passera au statut de «personne morale de droit privé à but non lucratif», dépendant exclusivement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, stipule le projet de loi relative aux mutuelles sociales. L'intérêt de cette réforme, argumentent les rédacteurs du texte, étant de parvenir à de «meilleurs fonctionnement et contrôle» des mutuelles sociales, dont le nombre est estimé à trente-trois à travers le territoire national et couvrant différents domaines d'activité. Le nouveau texte de loi prévoit, pour l'essentiel de ses dispositions, l'établissement



Photos : D.R.

d'un «partenariat» entre le système des mutuelles sociales et la sécurité sociale, ce qui permettra, par conséquent, l'introduction des services dispensés par les mutuelles en matière d'assurances médicales dans la carte Chifa établie par la sécurité sociale.

Financer la retraite complémentaire

Ainsi, les prestations supplémentaires de la mutuelle sociale permettront de «compléter les remboursements assurés, avec possibilité de faire bénéficier ses adhérents du remboursement au-delà des tarifs de référence de la sécurité sociale». Ce qui signifie, qu'en vertu de ce projet de loi, le taux



de couverture sociale des assurés passera de 80% actuellement à 100% avec le rajout des 20% accordés par les mutuelles à leurs adhérents en matière d'assurance-maladie. Le projet

de loi stipule, en outre, l'institution de la retraite complémentaire, et ce, au titre des «prestations facultatives» de la mutuelle sociale à l'effet de permettre aux travailleurs d'avoir des revenus supplémentaires une fois retraités, et ce, à travers un fonds financé par des «cotisations spécifiques» des adhérents. Le texte de loi examiné en Conseil de ministres offre, en outre, aux assurés salariés et non-salariés, la possibilité d'adhérer à la retraite complémentaire de plusieurs mutuelles sociales, la condition de viabilité de celles-ci étant d'atteindre un nombre de 5 000 adhérents. En cas de décès du titulaire de la pension de retraite complémentaire, les règles de réversion la concernant sont celles en vigueur pour le régime général de sécurité sociale, est-il spécifié dans ladite loi. Cette dernière est chez les députés, et il est fort à craindre qu'elle passe, telle quelle, comme une lettre à la poste.

LSR

POINT DE VUE

Mutuelles, FNPOS et prochaine tripartite

Bonjour à toute l'équipe du quotidien *Le Soir d'Algérie* pour la contribution et l'espace réservé aux retraités. Ces millions d'Algériens qui sont confrontés aux dures conditions sociales et à la perspective d'une longue période de stagnation économique, aucune catégorie n'est aussi durement frappée que les retraités par cette politique des salaires déséquilibrés et ses lois qui sont des toiles d'araignées à travers lesquelles passent les grosses mouches et où restent les petits «zaoualis» (retraités). A l'occasion de la prochain

ne Tripartite qui devait se tenir au cours du mois de décembre 2013, les retraités demandent au Secrétaire général de l'UGTA de débattre sur le sujet des Caisses mutuelles et la retraite complémentaire, ce qui n'est nullement pas de l'indu, mais leurs cotisations et qui leur revient de droit, et non une caisse de profit pour les uns et les autres.

«Réformer les réformes»

Nous appelons toutes les instances dirigeantes pour «réformer les réformes» de ces organismes qui jouissent jusqu'à présent de toutes les libertés et profitent comme bon leur semble de l'argent des cotisations des pauvres retraités adhérents, et d'un autre côté, ces retraités restent à la charge de la CNR et la CNAS à part entière. Cela reflète toute la distraction et le laisser-aller des responsables de ces caisses et à leur tête le ministère du

Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Compte tenu de ces maigres pensions de retraite, il semble bien qu'il y a urgence pour la mise en application du système de la retraite complémentaire au lieu de ces discours angéliques et flatteurs à la fois. Pour ainsi dire, les grands hommes se reconnaissent par les grandes œuvres qu'ils accomplissent et non par les postes qu'ils occupent. Ces œuvres accomplies font votre honneur, et cet honneur fera votre bonheur. Je cite aussi le fameux FNPOS qui semble un grand réseau par lequel passent des milliards de la sécurité sociale sans grandes réalisations.

A bon entendeur... Il faut des hommes de compétence pour des résultats de performance. Si on tient compte des compétences, il faut aussi mettre en exergue les valeurs. Avec l'espoir de voir un jour un débat télévisé à ce propos.

Belhout Saïd

Les avantages d'une mutuelle d'entreprise

Pour les salariés : être mieux couverts. Bénéficier d'une couverture santé ou d'une «retraite complémentaire» par le biais d'une «mutuelle d'entreprise» est souvent avantageux pour les salariés : une partie de la cotisation à la complémentaire santé est payée par l'entreprise ; la négociation se fait pour l'ensemble des collaborateurs, et non individuellement, ce qui permet à l'entreprise de proposer à son équipe une offre de mutuelle souvent plus avantageuse ; les frais de santé et les frais en cas de décès ou en cas d'invalidité sont souvent mieux pris en charge bien que concernant les salariés, ces mutuelles d'entreprise proposent, pour la plupart, la possibilité d'opter pour un contrat couvrant les ayants droit. Les garanties proposées par les mutuelles d'entreprises peuvent ainsi tout à fait bénéficier au conjoint et aux enfants du salarié. Une mutuelle d'entre-

prise, qu'elle soit obligatoire ou facultative, permet donc aux salariés de bénéficier d'une protection santé moins chère et souvent de meilleure qualité qu'un contrat négocié individuellement.

Elle offre le plus souvent des niveaux de remboursements élevés sur les dépenses essentielles de santé : hospitalisation, consultation d'un spécialiste, soins dentaires...

Pour le chef d'entreprise : motiver et fidéliser son équipe

Pour le dirigeant d'une entreprise, PME ou d'une entreprise plus importante, un contrat collectif de mutuelle peut faire partie de la gamme des outils de fidélisation et de motivation des salariés. La souscription à une couverture collective peut également faire bénéficier l'entreprise d'une meilleure image sociale.

LSR

Solidarité, «un pour tous, tous pour un»

Etymologie : du latin «solidus», entier, consistant, lien unissant entre eux les débiteurs d'une somme. La solidarité est le sentiment de responsabilité et de dépendance réciproque au sein d'un groupe de personnes qui sont moralement obligées les unes par rapport aux autres. Ainsi, les problèmes rencontrés par l'un ou plusieurs de ses membres concernent l'ensemble du groupe.

La solidarité conduit l'homme à se comporter comme s'il était directement confronté au problème des autres, sans quoi, c'est l'avenir du groupe (donc le sien) qui pourrait être compromis. En matière juridique (ce qui est l'origine première du mot solidaire), lorsque la solidarité est prononcée, notamment pour des créances, chacun des membres du groupe est engagé, en termes de dette et de responsabilité, pour la totalité. La dette ne peut alors être divisée et répartie entre les individus.

La solidarité humaine est un lien fraternel et une valeur sociale importante qui unissent le destin de tous les hommes les uns aux autres. C'est une démarche humaniste qui fait prendre conscience que tous les hommes appartiennent à la même communauté d'intérêt.